

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales
40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49 -

DREAL

Arrêté n°2010- 1438

Société INEOS ENTERPRISES SAS
à VERDUN BALEYCOURT
Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le
département de la Meuse

VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2473 du 12 juillet 1976 modifié autorisant la société ICI France à exploiter une usine de fabrication de produits chimiques à Verdun Baleycourt ;

VU la déclaration de changement d'exploitant faite par la société INEOS ENTERPRISES France auprès du préfet de la Meuse le 16 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 autorisant la société INEOS ENTERPRISES SAS à exploiter une usine de fabrication d'agrocarburants et réglementant le rejet des effluents aqueux de l'ensemble de son établissement situé à Verdun Baleycourt ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-0494 du 12 mars 2010 du 12 mars 2010 prescrivant des mesures d'urgence à la société INEOS ENTERPRISES SAS pour l'exploitation de son établissement situé à Verdun Baleycourt ;

VU les rapports établis par le bureau d'études LECES intitulés respectivement « Etude d'impact suite à un débordement du bassin de collecte des effluents aqueux » de juin 2010 et « Surveillance de la qualité des eaux souterraines du site » de mai 2010 ;

VU le rapport du bureau d'études FONDASOL sur la stabilité des digues des bassins de collecte d'eaux polluées et d'eaux pluviales du 6 juillet 2010 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classée de la DREAL Lorraine référencé LM10/300 et daté du 13 juillet 2010 ;

Considérant que, suite au débordement des bassins de collecte des effluents aqueux, la société INEOS ENTERPRISES SAS n'a pas fourni ses propositions de mesures compensatoires devant permettre de s'assurer de la protection des intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement avec un planning de mise en œuvre de ces mesures ;

Considérant de ce fait que la société INEOS ENTERPRISES SAS ne respecte pas les dispositions de l'article 1^{er}, 3^{ème} alinéa de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2010-0495 du 12 mars 2010 ;

Considérant que, suite au débordement des bassins de collecte des effluents aqueux, la société INEOS ENTERPRISES SAS n'a pas réalisé de travaux suffisants pour consolider la digue EST du bassin de collecte des eaux pluviales ;

Considérant de ce fait que la société INEOS ENTERPRISES SAS ne respecte pas les dispositions de l'article 1^{er}, 4^{ème} alinéa de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 2010-0495 du 12 mars 2010 imposant de remettre en état et consolider la digue EST du bassin de collecte des eaux pluviales ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société INEOS ENTERPRISES SAS, dont le siège social est à VERDUN BALEYCOURT, Route Nationale, est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations industrielles situées à la même adresse de respecter les dispositions suivantes de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 2010-0495 du 12 mars 2010 :

- 3^{ème} alinéa, de fournir ses propositions de mesures compensatoires devant permettre de s'assurer de la protection des intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement avec un planning de mise en œuvre de ces mesures ;
- 4^{ème} alinéa, de remettre en état et consolider la digue EST du bassin de collecte des eaux pluviales.

Article 2 : Délais

Disposition	Délai de mise en conformité à compter de la date de notification du présent arrêté
Proposition de mesures compensatoires permettant de s'assurer de la protection des intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement avec un planning de mise en œuvre de ces mesures	1 mois
Travaux de remise en état et de consolidation de la digue EST du bassin de collecte d'eaux pluviales	2 mois

Article 3 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Article 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

Article 5 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- l'inspecteur des installations classées (DREAL)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à Monsieur le Directeur de la société INEOS ENTERPRISES, ZI de Baleycourt 55100 VERDUN et pour information au Sous Préfet de VERDUN et au Maire de VERDUN.

BAR LE DUC, le 30 JUIL. 2010

Le Secrétaire Général chargé de l'administration
de l'Etat dans le département

Pour copie conforme
L'Adjointe au chef de bureau

Martine COLLOT



Laurent BUCHAILLAT